

Chapitre 10

QCM

Réponse unique

1. **b.** Mesure l'évolution de la production en volume.
2. **a.** Résulte de l'efficacité de la combinaison des facteurs de production.
3. **c.** Est exprimé en euro constant.
4. **d.** Aucune réponse.
5. **c.** Entre la croissance effective et la croissance potentielle.

Plusieurs réponses possibles

6. **a et b.** La France a connu 4 paliers sur 45 ans. Un ralentissement de son potentiel de 3,25 points.
7. **c et d.** Repèrent des cycles de croissance d'une durée moyenne de 40 à 60 ans. Seront complétés par l'analyse de J. A. Schumpeter sur les grappes d'innovations.
8. **a, b, c et d.** Soulignent l'existence d'un nouveau régime de croissance inférieur à 1 %. Est une théorie développée par R. Gordon et L. Summers. Présente une vision offre et demande du ralentissement de la croissance. Présente un nouveau rythme de croissance inférieur au *trend* séculaire d'A. Maddison.
9. **a et b.** Est un processus de transformation structurel et qualitatif. Est induit par les effets de la croissance.
10. **b et c.** Le décollage est la phase centrale. L'avènement de la consommation de masse la phase ultime.

Réponses à justifier

11. **a et c.** Il souligne que la croissance économique est dans un premier temps un facteur d'accroissement des inégalités de revenu. Il montre que la croissance économique permet de réduire au final les inégalités de revenu.

S. Kuznets établit un lien de causalité statistique entre la croissance et sa répartition en termes de revenu.

Dans un premier temps, la croissance est facteur d'accroissement des inégalités de revenu.

L'écart s'explique par le transfert de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers ceux à

forte productivité.

Puis dans un second temps, la prédominance des secteurs à forte productivité permet de réduire les inégalités de revenu par l'augmentation des qualifications et des salaires et le développement des revenus de distribution.

12. a, b, c et d. Elle met en avant la notion de capabilité. Elle souligne l'importance d'assurer la capacité d'agir pour les individus. Elle a permis de créer l'IDH. Elle a permis de développer la notion de croissance inclusive.

Les travaux d'A. Sen ont contribué à développer des concepts et outils d'analyses (IDH, croissance et développement inclusif à travers les capacités) de l'économie du développement et mise en place à travers les plans de la Banque mondiale et du PNUD.

Dans l'analyse d'A. Sen, les individus sont fondamentalement caractérisés par une dotation initiale différente. Pour Sen, la justice sociale consiste donc en l'égalisation des potentialités ce qui nécessite d'aller au-delà de l'égalité des droits et des chances et d'inclure dans les principes fondamentaux le droit à la protection sociale capable de promouvoir les capacités en assurant l'effectivité de l'accès aux services de santé.

13. a, b et c. La soutenabilité faible repose sur l'importance du progrès technique. La soutenabilité forte repose sur la nécessaire taxation des entreprises. La soutenabilité met en avant des approches différentes en matière de développement.

Les approches en matière de soutenabilité faible ou forte soulignent l'importance des divergences en matière de développement.

14. b et c. Elle repose en partie sur le principe d'internalisation des externalités. Elle repose sur l'importance du cadre juridique et de son pouvoir de coercition.

La soutenabilité forte implique la responsabilisation du producteur d'externalité négative.

Elle repose sur le principe du pollueur payeur et s'oppose donc à la simple régulation par le marché.

15. b et c. Il permet de visualiser la capacité d'une économie à dégager ou non des excédents de ressources. C'est un indicateur développé par la Banque mondiale.

L'épargne nette ajustée permet d'avoir un indicateur qui complète le PIB pour mesurer la performance productive d'une économie en tenant compte de sa capacité à gérer son stock de ressources.

EXERCICES

EXERCICE 1 — ÉTUDE DE DOCUMENT – ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE

Les attentes :

- Une référence des documents utilisés pour répondre à la question
- Définir la notion de croissance de long terme
- Analyser l'évolution de la croissance
- Synthétiser en mettant en avant les menaces et opportunités du contexte actuel

Analysez à long terme les effets du ralentissement de la croissance économique.

Les documents fournis sont extraits du hors-série d'*Alternatives économiques* et le graphique sur la croissance potentielle américaine a été réalisé par la Réserve fédérale.

L'évolution de la croissance à long terme renvoie au processus de production et à la création de richesses mesurée par le PIB. Cette croissance qualifiée d'effective est comparée à la croissance potentielle qui représente le sentier de croissance d'une économie au regard des capacités de ses facteurs de production travail et capital (cf. graphique). L'écart mesuré entre les deux est qualifié d'*output gap*. La croissance sur une très longue période est qualifiée de *trend*. Dans l'article présent, l'interrogation sur la croissance s'inscrit dans le cadre de la thèse de la stagnation séculaire (A. Hansen).

Dans un premier temps, le constat sur 10 ans de croissance dans les pays développés souligne la longueur de la reprise dans la zone euro qui n'a pas encore retrouvé le rythme de croissance avant la crise 2008. Si pour les États-Unis la reprise est effective, sa faiblesse interroge et plus particulièrement le décrochage de sa croissance effective au regard de sa croissance potentielle (*output gap* négatif de 2 336 milliards d'euros) en 2016.

Dans un second temps, la thèse de la décennie perdue est invoquée par référence à la situation du Japon au cours des années 1990 à la suite de l'effondrement du système bancaire. Néanmoins, le contexte actuel prête plus à l'analogie avec la thèse développée par A. Hansen à la fin des années 1930 relative à la stagnation séculaire à savoir la modification structurelle et durable du sentier de croissance inférieur au *trend* séculaire mis en avant par A. Maddison. Cette thèse a d'ailleurs été reprise par R. Gordon en 2012 sous l'angle de l'offre et par L. Summers en 2014 sous l'angle de la demande.

En outre la faiblesse de la productivité du travail inquiète fortement en particulier en phase de forte transformation des organisations et du travail en raison de la digitalisation de l'économie. Enfin, la faiblesse de la natalité accompagnée du vieillissement de la population accroît la pression à la baisse sur la croissance.

Malgré un environnement fortement contraint et les faibles ressorts de la croissance, il convient d'envisager la transformation digitale actuellement à l'œuvre comme un processus de destruction créatrice facteur de création de richesses ultérieures.

EXERCICE 2 ÉTUDE DE DOCUMENT – LE RISQUE DE DEFLATION

Les attentes :

- Une référence au document utilisé pour répondre à la question
- Définir la notion de déflation
- Repérer les effets de la déflation
- Synthétiser en mettant en avant les menaces pesant sur l'économie

Repérez si le contexte déflationniste actuel est susceptible d'entraîner une nouvelle récession économique.

Le document d'appui est issu des publications du ministère de l'Économie et des Finances.

Si l'inflation a été jusqu'à la crise de 2008, l'objectif principal des politiques économiques (cf. chapitre 9), l'enchaînement de la crise financière et celle des dettes souveraines (2010) ont créé les conditions d'un contexte déflationniste. La déflation correspond à la baisse de l'indice général des prix. Si elle présente de prime abord un gain de pouvoir d'achat, elle constitue à terme un piège par les effets pervers qu'elle enclenche.

La déflation provoque une fois le gain monétaire enregistré un effet de report des décisions d'achat dans l'attente de nouvelles baisses de prix. Cela provoque une baisse des prix, puis de la production, des investissements, de l'emploi qui enclenche une spirale déflationniste qui s'auto-alimente.

Par ailleurs, d'un point de vue financier, la déflation provoque une augmentation de la dette qui n'est pas indexée sur l'indice des prix, ce qui accentue la baisse des investissements et de la consommation.

Au final, la déflation se présente comme un piège dont il est difficile de s'extraire. L'exemple du Japon illustre la difficulté de s'extraire de la déflation bien que cette dernière remonte au début des années 1990. Plus de 20 ans plus tard la croissance japonaise est d'abord caractérisée par son atonie et n'a jamais retrouvé son niveau des années 1980.

Dans ce contexte, la politique monétaire mène une politique active pour anticiper cette situation de déflation en menant des politiques non conventionnelles. Au Japon, la banque centrale a fait de la recherche de l'inflation son principal objectif pour éviter le piège de la récession. En Europe la BCE mène des politiques d'achat pour alimenter l'économie en liquidités.

EXERCICE 3 — ANALYSE DE DONNEES – ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE

Caractérisez l'évolution de la croissance mondiale sur longue période.

Les documents d'appui sont issus de l'OCDE pour les données chiffrées et du quotidien économique *Les Échos*.

D'un point de vue spatial, l'évolution de la croissance sur près de 200 ans montre que l'évolution a été disparate selon les zones géographiques. En termes d'intensité, l'Europe a connu un sentier de croissance moyen de 2,2 % avec un point culminant durant les Trente Glorieuses. Pour les pays neufs, la croissance moyenne est de 3,6 % alors que pour l'Asie la moyenne est de 1,9 %.

Cependant, d'un point de vue temporel cette évolution de manière plus rapide dans le temps pour l'Asie a été beaucoup plus lente sur l'ensemble de la période pour l'Europe. Les États-Unis ont connu des variations similaires mais avec une intensité beaucoup plus forte montrant ainsi une différence de + 1,6 point de croissance moyenne sur l'ensemble de la période.

Au final, le *trend* séculaire de l'économie mondiale est de 2,2 % sur près de deux siècles.

Néanmoins, le contexte actuel caractérisé par des incertitudes structurelles fait peser le risque d'une démondialisation séculaire pour reprendre l'analyse de la stagnation séculaire qui repositionne le sentier de croissance à long terme en dessous de 1 %.

Ainsi, la situation actuelle de l'UE, après la crise de 2008 puis celle des dettes souveraines, l'expose à des risques constants d'instabilité. Par ailleurs, la menace de désengagement des États-Unis de l'OMC accroît les tensions commerciales en particulier avec la Chine. Or, paradoxalement, le chemin étroit des prochaines années demandera aux deux leaders mondiaux de se rapprocher en évitant une confrontation ouverte.

En conclusion, la situation mondiale actuelle est propice à la fragmentation économique et sociale de l'économie mondiale. Elle implique donc de renforcer la croissance et sa dimension inclusive.

Question problématisée

L'URGENCE CLIMATIQUE NECESSITE-T-ELLE DE CHANGER DE MODELE DE PRODUCTION ?

Dans le prolongement de l'accord de Paris (COP 21) dont l'objectif est de limiter le réchauffement climatique à + 1,5°, la commission citoyenne vise à promouvoir des nouvelles pratiques pour atteindre et respecter cet objectif. Ainsi, la COP 21 renforce, s'il en était encore besoin, la nécessité de modifier l'approche de la relation production-environnement.

Le modèle de production, donc la croissance, résulte du processus de production et permet de mesurer la capacité d'une économie à créer de la richesse. Ce surplus qui est au fondement de l'économie politique moderne, ne serait-ce que par le titre de l'ouvrage éponyme d'A. Smith *Richesse des nations...*, est au fondement du contrat social de l'ensemble des pays développés. Sous l'angle micro, elle détermine, par les revenus et le pouvoir d'achat, l'approche du bien-être, voire de bonheur, pour les agents économiques. Néanmoins, depuis plus de 50 ans, il existe une véritable analyse économique qui souligne les contradictions entre finalités économiques et environnementales qui soulignent un réel problème de soutenabilité du modèle actuellement à l'œuvre qui se traduit par le réchauffement climatique et ses conséquences économiques et sociales. En d'autres termes, s'il existe une réelle dépendance des économies contemporaines à la croissance il apparaît impératif d'inverser la logique à l'œuvre, voire de poser la question du bien-être avec un régime croissance compatible.

Il convient donc d'analyser les fondements et l'importance de la croissance dans les modèles contemporains et de visualiser les ajustements indispensables à réaliser pour limiter le réchauffement climatique.

I. LES LIMITES D'UN CONTRAT SOCIAL CONSTRUIT AUTOUR DE LA CROISSANCE...

1.1 La croissance au cœur du contrat social

La croissance est au cœur du processus de développement des économies industrielles depuis plus de 250 ans. Le *trend* séculaire de Maddison souligne sa récurrence dans toutes les économies mondiales même si les chemins empruntés divergent.

Le lien entre l'emploi, les modèles sociaux et la nécessité de croissance a été démontré à travers loi d'Okun, notamment en matière de chômage et de financement de la protection sociale pour les États providence.

1.2 La persistance des déséquilibres et la réalité du trend séculaire

L'analyse de la croissance mondiale montre de fortes disparités et une montée des inégalités avec la diffusion du modèle actuellement à l'œuvre. Les modèles de croissance actuels permettent de créer plus de richesses mais qui sont plus inégalement réparties. Depuis les années 1960, les limites de la croissance sont soulignées, en particulier par le rapport Meadows. Le principe du découplage constitue dans ce sens une approche indispensable. En effet, les politiques environnementales soulignent la nécessité d'optimiser l'utilisation des ressources pour atténuer la pression exercée par l'activité économique sur l'environnement. Elles visent donc à renforcer le découplage entre la production, l'utilisation des ressources et les effets sur l'environnement. Il y a donc découplage lorsque la croissance du PIB devient supérieure à la consommation de ressources utilisées. Dans l'absolu le découplage doit permettre de réduire la consommation des ressources tout en augmentant la richesse créée.

Enfin, la thèse de la stagnation séculaire intervient au début de la décennie 2010, dans un contexte particulier de faiblesse du rythme de la croissance actuelle et de crainte d'un épisode déflationniste à l'instar du Japon des années 1990.

En 2012 R. Gordon (1940-) puis L. Summers (1954-) en 2014 s'accordent sur la mise en avant d'une stagnation séculaire, soit un régime de croissance faible ampleur (inférieure à 1 %).

II. À LA PERSPECTIVE ET MISE EN PRATIQUE D'UNE NOUVELLE APPROCHE

2.1 Les fondements de la finalité de la croissance

Le modèle de production (Q) néoclassique développé par J. Cobb et P. Douglas (1928) repose sur la parfaite substituabilité des facteurs de production (travail (L) et capital (K)) : $Q = f(L, K)$. Si ce modèle conduit à l'équilibre par la combinaison des facteurs de production, elle ne permet pas d'expliquer le niveau et la dynamique de la croissance. Ainsi, R. Solow précise dans son modèle de croissance (1962) qu'il convient d'ajouter aux facteurs de production le progrès technique pour expliquer le niveau de la croissance.

Les effets de la croissance sur l'environnement : l'expérience des pays développés a montré que l'enrichissement des populations s'est accompagné de la demande d'un environnement plus sain, ce qui a conduit à un renforcement des normes et à une amélioration de la qualité de l'environnement. Ce constat a conduit à formuler l'hypothèse suivante : la croissance serait nocive pour l'environnement dans les premiers stades du développement ; puis, au-delà d'un certain seuil de revenu par habitant, la croissance entraînerait une amélioration de la qualité de l'environnement.

2.2 Le nécessaire glissement vers un modèle économiquement compatible

G. Hardin souligne à travers « la tragédie des communs » en 1968 que le comportement rationnel des acteurs conduit à la surexploitation des biens communs. En conséquence, l'idée de soutenabilité doit permettre de limiter les effets négatifs de l'activité humaine sur l'environnement. La logique de soutenabilité se traduit par la mise en place de politiques environnementales dont l'objectif est de concilier croissance économique et développement durable.

Ainsi, l'accentuation de la pression économique sur l'environnement a mis en avant le décalage entre les objectifs recherchés de réduction des gaz à effet de serre (GES) et la répartition des efforts entre les acteurs de l'économie mondiale.

En 1997, le protocole de Kyoto a constitué le premier accord international contraignant pour les 38 pays développés dont l'activité est à l'origine de 39 % en 2010 des GES afin de fixer des objectifs de réduction de 4 %. À l'issue de la période 2008-2012, les résultats sont contrastés. En effet, si l'Union européenne a diminué ses émissions de 12 %, le retrait des États-Unis à l'origine de 15 % des GES incite à relativiser les effets du protocole.

À l'issue de l'accord de Paris (COP 21) de novembre 2016, les causes et les effets du changement climatique imposent les principes d'universalité, d'équité et d'efficacité afin que tous les participants

CORRIGÉ

participent à l'effort de réduction des GES en s'accordant sur les modalités à suivre à moindre coût.

Plus que jamais il y a la nécessité de l'intervention des autorités publiques qui doit passer par l'instauration des biens publics mondiaux. En effet, les autorités publiques interviennent pour réguler l'équilibre concurrentiel lorsque les prix ne permettent pas d'établir un équilibre de marché. L'État est donc conduit à mettre en place des mesures juridiques, fiscales et économiques pour inciter et/ou contraindre les acteurs économiques (entreprises et ménages) à adopter un comportement vertueux. Lorsque les déséquilibres s'établissent à l'échelle mondiale (environnement, santé publique, normes juridiques...), ils sont gérés comme des biens publics mondiaux dans le cadre d'une gouvernance mondiale (ONU, OMC, OMS...).

En conclusion, l'urgence climatique nécessite un changement de modèle de croissance. Or l'histoire de la révolution industrielle montre la dépendance à la croissance pour assurer les modèles de développement. Or la transition peine à se dessiner malgré les multiples plans de relance.